Thierry Sarmant (dir.), avec la collaboration de
Guillaume Lasconjarias, Benjamin Mercier,
Emmanuel Pénicaut, Mathieu Stoll, *Les ministres de
la Guerre, 1570-1792, Histoire et dictionnaire
biographique*,

Annie Crépin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10649>

DOI : 10.4000/ahrf.10649

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 187-189

ISBN : 978-2-200-92559-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Crépin, « Thierry Sarmant (dir.), avec la collaboration de Guillaume Lasconjarias, Benjamin Mercier, Emmanuel Pénicaut, Mathieu Stoll, *Les ministres de la Guerre, 1570-1792, Histoire et dictionnaire biographique*, », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 357 | juillet-septembre 2009, mis en ligne le 09 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10649>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Thierry Sarmant (dir.), avec la
collaboration de Guillaume
Lasconjarias, Benjamin Mercier,
Emmanuel Pénicaut, Mathieu Stoll,
Les ministres de la Guerre, 1570-1792,
Histoire et dictionnaire biographique,

Annie Crépin

RÉFÉRENCE

Thierry Sarmant (dir.), avec la collaboration de Guillaume Lasconjarias, Benjamin Mercier, Emmanuel Pénicaut, Mathieu Stoll, *Les ministres de la Guerre, 1570-1792, Histoire et dictionnaire biographique*, Paris, Éditions Belin et ministère de la Défense, 2007, 653 p., ISBN 978-2-7011-405-1, 60 €

- 1 C'est un très précieux instrument de travail qui est offert à l'attention des spécialistes d'histoire militaire mais aussi d'histoire politique : le titre nous paraît même un peu limitatif, compte-tenu de la diversité des chantiers historiographiques évoqués ou qu'il faudrait ouvrir. Cet ouvrage est aussi le fruit d'un travail collectif mené en partenariat entre les universités, l'École nationale des chartes et le SHD.
- 2 Les six cents pages de ce livre ne sont pas seulement fondées sur une étude prosopographique menée à travers les biographies des trente-neuf ministres qui se sont succédés du XVI^e siècle jusqu'à la veille de l'abolition de la monarchie, ce qui serait déjà en soi très utile, mais sur une histoire du ministère. L'ouvrage est en réalité, en même temps qu'un guide de travail, une contribution à l'histoire des institutions et pratiques gouvernementales et, par là-même, de l'État.

- 3 Lucien Bély qui l'a préfacé montre que son intérêt réside dans l'accent mis sur le rôle de la guerre dans la construction de l'État français, la culture politique et la société françaises. Nous l'avons dit d'emblée : il ne témoigne pas seulement des orientations de recherche de la nouvelle histoire militaire mais aussi de la nouvelle histoire politique.
- 4 Une première partie historiographique est consacrée à une étude de la genèse de ce ministère en même temps qu'à une analyse, dans une perspective plus large, des modalités de l'exercice du pouvoir dans la France monarchique. Les deux chapitres de présentation générale, dus à Bernard Barbiche et Thierry Sarmant, vont plus loin qu'une histoire traditionnelle des institutions car apparaissent ici, outre les figures des ministres, celles des commis sous leurs ordres, et les modalités de l'action des uns et des autres. Étude d'autant plus précieuse que, comme le note Thierry Sarmant, les chercheurs se sont encore peu intéressés aux rouages institutionnels et humains de l'administration centrale de la monarchie, un dictionnaire des ministres n'existant pas et les monographies des ministères étant encore plus rares que celles de grands commis. À la suite de cette présentation sont exposées les bases de travail archivistique qui ont contribué à l'écriture de cet ouvrage.
- 5 Viennent ensuite quatre chapitres d'inégale longueur qui dressent un tableau historiographique de l'administration de la Guerre depuis ses origines lointaines et même sa naissance, que les auteurs font remonter au règne de Philippe le Bel, jusqu'en 1792. Gestation lente, nullement due à la volonté des souverains, mais plutôt fruit de l'évolution des pratiques guerrières, spécialisation tardive, même si à la fin du Moyen Âge et au début de la Renaissance les divers services liés à l'administration militaire préfigurent ce que sera celle-ci lors de la monarchie absolue, permanence et autonomie longues à se définir. Aussi lente est l'émergence d'un milieu social et professionnel spécifique, le secrétaire et contrôleur général des Guerres n'étant pas encore au milieu du XVI^e siècle à la tête d'une administration homogène. Pourtant, sous sa direction, se forme peu à peu un groupe d'officiers encore peu différenciés mais auxquels sont assignées des tâches comptables et scripturaires ; il connaît un essor qui aboutit en 1570 à la naissance du département d'État de la Guerre. C'est alors qu'un secrétaire d'État se voit chargé d'un « département » regroupant la gendarmerie et la maison militaire du roi. Le mot département est en effet préféré tout au long de l'ouvrage aux termes de secrétariat d'État et de ministère, termes dont l'acception courante est postérieure à l'Ancien Régime.
- 6 On ne peut cependant parler des bureaux de la Guerre qu'en 1626 quand apparaissent aussi des personnages essentiels comme les grands commis. Les bureaux se développent et acquièrent leur stabilité grâce à Le Tellier et Louvois. Toutefois, le département de la Guerre ne prend une existence autonome par rapport au ministre qu'à partir de 1701. En effet, c'est tout au long du XVIII^e siècle que le commis, initialement client du secrétaire d'État, se transforme en fonctionnaire. Les ministres qui devinrent à partir du milieu du XVIII^e siècle des hommes d'épée, tradition qui ne se dément pas dans la France contemporaine fort avant sous la III^e République, passent tandis que le personnel des bureaux demeure, étape décisive dans la constitution d'une administration pérenne détachée de la personne même des ministres. Ce phénomène permet la véritable continuité de l'action administrative au XVIII^e siècle, administration civile, même si en 1776 les commis doivent porter l'uniforme et le titre de commissaire des Guerres ; administration qui ne cesse de s'étoffer par ses effectifs, comparables à ceux du contrôle général des Finances mais bien supérieurs à ceux des

Affaires étrangères. Si le Grand siècle avait légué un idéal de ministre en la personne de Louvois, le siècle des Lumières lègue un idéal de ministère, encore matérialisé par la construction d'un bâtiment spécifique à partir de 1759, l'Hôtel de la Guerre à Versailles, à la construction duquel est consacré un ultime chapitre. Chacun de ces chapitres est suivi d'une bibliographie et d'une présentation des sources.

- 7 La dernière partie et le cœur de l'ouvrage sont consacrés à la biographie des ministres. Nous gardons ce nom par commodité bien que le terme n'apparaisse pas avant 1791. Pour chaque biographie est d'abord donné un résumé chronologique de la vie du ministre, puis une présentation de ses origines, de sa formation et de sa carrière avant son arrivée au ministère. Certains d'entre eux sont connus voire illustres tel le cardinal de Richelieu (mais il est intéressant de songer qu'il a aussi été ministre de la Guerre). D'autres sont obscurs et c'est le mérite de ce livre que de retracer leur activité. L'essentiel de chaque notice est en effet consacré à l'action du ministre quand il se trouve à la tête du département de la Guerre. Enfin, un nouveau développement évoque sa carrière ultérieure éventuelle et sa vie privée. Chaque notice s'achève sur la présentation des sources et de la bibliographie relatives au personnage.
- 8 Ainsi, et il faut souligner cette originalité de l'ouvrage et l'apport qu'elle constitue pour la recherche, ce n'est pas seulement le milieu social dont ces hommes sont issus qui est décrit mais leur action et les ressorts qui animent celle-ci. En effet, comme le souligne Thierry Sarmant dans la présentation générale, ce qui a primé dans les préoccupations des auteurs, c'est l'étude de l'exercice du pouvoir. « Fortune et ascension sociale [pour intéressantes qu'elles soient] apprennent peut-être plus sur le milieu que sur l'homme et sur l'État » (p. 34).
- 9 En même temps qu'il est un outil pour les chercheurs, faisant le point des travaux de la manière la plus exhaustive possible – une bibliographie générale reprenant les bibliographies particulières faisant suite à chaque chapitre et à chaque notice –, l'ouvrage élabore des pistes de recherche à partir d'un inventaire des sources.
- 10 Un volume qui couvre la période ultérieure jusqu'à l'époque contemporaine est annoncé. D'ailleurs, la présentation générale indique que, si l'histoire politique et administrative du Consulat a déjà été examinée en tant que laboratoire de la France contemporaine, elle ne l'a pas encore été comme prolongement de la France de l'Ancien Régime. Or la continuité se lit dans la permanence de l'institution ministérielle malgré une brève parenthèse en 1794. C'est dire que le nouveau volume est attendu.